

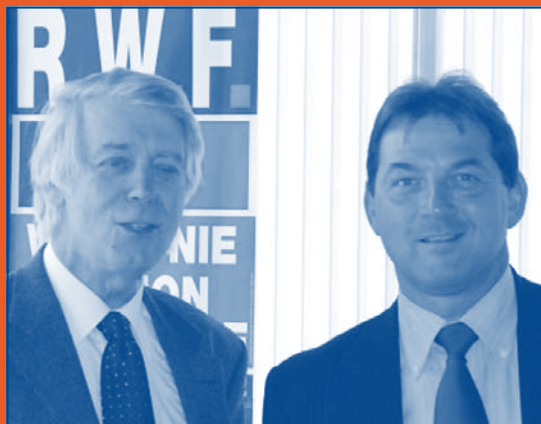
# Trait d'Union

Le bulletin des membres  
et des sympathisants du R.W.F.-R.B.F.

## RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE

Rassemblement Bruxelles – France

Belgique – België  
P.P.  
1420 Braine-l'Alleud  
n°6/68910  
N° d'agrément :  
P701163



**Invitation  
Au 11<sup>e</sup> Congrès  
du R.W.F.  
le samedi 17 mars  
à Perwez  
en Brabant wallon**

*(le détail en page 24)*

- Editorial ..... p. 3
- Le redressement économique wallon ..... p. 8
- Hommage à Liliane Dehaybe ..... p. 10
- En 1830 déjà, Constantin Rodenbach ..... p. 11
- Rudy Demotte obsédé par l'image et la Com ... p. 12
- L'herbe plus verte en France ..... p. 13
- La Wallonie est mal gérée ..... p. 14
- Le droit à la sécurité ..... p. 15
- Le R.W.F. en actions ! ..... p. 16
- Il n'y a plus d'opposition francophone ..... p. 18
- Jean Charbonnel, un grand gaulliste ..... p. 19
- Le dernier livre de Paul-Henry Gendebien ..... p. 19
- Brèves ..... p. 20
- Elio 1<sup>er</sup> le Parvenu ..... p. 23
- Invitation au Congrès ..... p. 24

Trimestriel  
Onzième année  
Numéro 33

**Décembre 2011**

Parution : mars - juin -  
septembre - décembre

Bureau de dépôt :  
Braine-l'Alleud

Editeur responsable :  
Joël Goffin,  
14, rue Bayard  
1420 Braine-l'Alleud

<http://rwf.be>  
[rwf@rwf.be](mailto:rwf@rwf.be)

## Le R.W.F. a besoin de vous !

Nous ne recevons pas un centime des pouvoirs publics pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales.

Nous lançons donc un appel : **(ré)affiliez-vous** via le compte R.W.F. : **IBAN : BE32 0000 7006 3302 – BIC : BPOTBEB1** (25 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants ou membres d'une même famille).

Vous pouvez utiliser le virement pré-imprimé inséré dans le Trait d'Union.

Les prochaines élections auront lieu en octobre 2012.

Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des tracts et de la campagne électorale.

Au stand du Congrès, il vous sera loisible d'acquérir des drapeaux, des t-shirts et des épinglettes.

**info@rwf-bw.be** – Tél. +32 (0)472 65 41 60



## Conjonction d'un double échec : celui du fédéralisme belge et celui du fédéralisme européen



**L'éditorial de Paul-Henry Gendebien, coprésident du R.W.F.**

Après la chute du gouvernement Leterme en avril 2010, il aura fallu près de 600 jours pour assister à la naissance, combien laborieuse et besogneuse, de la coalition Di Rupo et consorts. Nous l'écrivions il y a plus de dix ans : viendra le jour où il ne sera

plus possible de constituer un gouvernement en raison des divergences croissantes entre les deux sociétés politiques encore associées au sein de la (dé)construction étatique belge. Manifestement, l'échéance fatale se rapproche.

L'Etat belge fonctionne de plus en plus mal, tel un véhicule d'occasion, usagé, rafistolé, rapiécé, qui poursuit sa route cahin-caha en direction du fossé.

### **Fin du CD&V ? Poussée de la N-VA ?**

Le processus de dislocation pourrait s'accélérer à la faveur d'une défaite du CD&V aux élections communales d'octobre 2012. A terme, le vieux parti catholique flamand pourrait d'ailleurs sombrer définitivement : après tout, la Démocratie chrétienne, qui domina l'Italie pendant un demi-siècle, a pratiquement disparu du paysage parlementaire. Le CD&V pourrait connaître le même sort, ce qui n'exclurait pas un alignement de tout ou partie de ses «beaux restes» sur la N-VA. Certes, le CD&V a déjà connu de mauvaises passes autrefois; mais jamais il n'a été affaibli à ce point, jamais il n'a été privé de chef véritable comme c'est le cas aujourd'hui, jamais, il n'a été aussi contaminé par le climat nationaliste qui règne en Flandre. Le CD&V n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut, à savoir la colonne

vertébrale de la société flamande et le rempart de l'unité belge et de la monarchie. Cette fonction est désormais assumée, pour l'essentiel, par le seul PS francophone.

Si par miracle le gouvernement Di Rupo résiste aux secousses sociales engendrées par la crise et aux querelles intestines qui mineront sa majorité à l'approche du scrutin communal, il n'en risque pas moins d'être rattrapé au tournant de 2014. En effet, dans la perspective des élections législatives et régionales prévues pour cette année, toute la Flandre «souffrante et militante» va connaître une nouvelle et très forte poussée de fièvre séparatiste. La N-VA pourrait alors obtenir une quarantaine de députés (elle en a déjà 27 aujourd'hui) sur les 88 que compte la représentation flamande à la Chambre fédérale. Si on y ajoute une dizaine d'autres élus nationalistes (Vlaams Belang notamment) et les transfuges de l'ancienne Volksunie recyclés dans les partis traditionnels, il s'en déduit que M. De Wever et son parti pourront alors disposer d'un droit de vie et de mort sur l'Etat belge.

### **Une trêve temporaire**

En septembre 2011, la conclusion d'un accord institutionnel a donné lieu à un spectacle surprenant : on a assisté à des scènes d'euphorie naïve frisant l'hystérie néo-belgiciste. Même si on lui coupait une jambe et un bras, la Belgique ressortirait une nouvelle fois du tombeau, estropiée mais «toujours grande et belle», pacifiée et donc sauvée ! Passons sur l'encens diffusé par une presse toute dévouée au régime et décidément incapable de sens critique et d'indépendance d'esprit. L'enthousiasme des médias n'était en réalité que le fruit naturel de la panique ressentie depuis de nombreux mois.

Le mauvais compromis marchandé par les francophones «qui ne demandaient rien» se solde par une nouvelle et lourde défaite wallon-bruxelloise. Le cessez-le-feu ne durera pas longtemps ! Le conflit de nationalités qui ronge l'Etat est toujours présent, en profondeur : il connaît seulement une pause, de quelques mois au plus.

Le contentieux bruxellois et périphérique n'est pas fondamentalement réglé. La question des bourgmestres rebondira. Les revendications francophones visant à établir un lien territorial entre Bruxelles et la Wallonie ont été «oubliées». La loi de financement des régions a été bâclée : elle sera coûteuse pour la Wallonie, car les transferts de

compétences ne seront pas accompagnés des transferts de moyens financiers nécessaires pour en assumer la gestion.

Loin d'être une nouvelle merveille du monde telle que l'ont vantée les bataillons d'autruches volontairement aveugles, la 6ème réforme de l'Etat ne mérite pas, à vrai dire, d'être qualifiée de «bon compromis» : comme le veut la tradition belge, elle n'est qu'une somme de mécontentements respectifs, une addition de frustrations. Qu'on cesse de nous rebattre les oreilles avec le prétendu «bon sens belge» ! On le verra sous peu : le feu communautaire, au premier coup de vent, s'embrasera derechef. Motivé par la peur, confit dans le faux soulagement, pressé par des urgences budgétaires paralysantes, le gouvernement Di Rupo ne vivra pas : il survivra péniblement et dangereusement, assis sur les explosifs à retardement qu'il a lui-même mis en place.

La N-VA, de son côté, engrange ses munitions. Les partis francophones essaient en vain de la diaboliser. M. De Wever n'en est pas affecté, au contraire. Son image de vrai Flamand se consolide sur ses terres, car il est plus que jamais en phase avec les aspirations économiques et sociétales du peuple flamand. Il affûte ses couteaux pour «dépecer la bête». Quant à l'actuel Ministre président flamand, M. Peeters, il annonce lui aussi une nouvelle série de revendications autonomistes. C'est une évidence : les accords et les concessions consentis par M. Di Rupo feront long feu, en 2013 ou en 2014 au plus tard, pour autant qu'ils soient votés et appliqués avant cette échéance, ce qui reste à démontrer.

### ***Etat belge et Europe : la conjonction de deux échecs***

L'Etat belge est encore plus faible en 2012 qu'en 2007. La 6ème réforme de l'Etat n'apportera ni la paix communautaire ni le souffle créateur dont la Wallonie a besoin. Encerclée par la crise financière, bridée dans son projet de reconversion, la Wallonie est plus que jamais coincée entre une Europe velléitaire et une Belgique obsédée par sa propre survie.

En se brisant sous nos yeux de par la faute des Européens eux-mêmes, le mythe d'une Europe qui s'est voulue prématurément post-nationale est en train de s'évaporer. Il faudra en reconstruire une autre, qui ne s'éloigne pas des peuples, en consolidant ses acquis,

sans brûler les étapes, en articulant le cas échéant plusieurs cercles concentriques autour d'un noyau dur, lequel ne pourra être que le tandem franco-allemand.

La crise de l'euro révèle aussi et surtout la crise de l'Europe. Il y a là une implication directe sur le devenir belge, dans la mesure où s'était instaurée une curieuse et suspecte alliance entre belgicistes et européistes post-nationaux. A leurs yeux, la Belgique était le laboratoire de l'Europe (merci pour elle !) et l'Europe devait être la béquille, l'exutoire et la porte de sortie honorable pour l'Etat le plus fragile du continent.

En votant mécaniquement et aveuglément tous les traités européens, la gauche belge et la droite belge, confondues, s'étaient engouffrées allègrement dans la voie tracée par les commissaires socialistes Delors et Van Miert. Cette voie, c'était celle de la dérégulation ultralibérale et de la mondialisation à outrance. Il est de bon ton aujourd'hui de montrer du doigt les agences de notation, ce qui permet d'oublier que tous nos gouvernements ont accepté, dès les années 1990, les dérives européennes qui nous ont conduits aux délocalisations, aux désindustrialisations, aux dépérissements des Services publics, etc.

Ce qui se prépare et se précise, c'est la conjugaison logique de deux échecs : celui d'un fédéralisme belge en bout de course et celui d'un fédéralisme européen victime de sa fuite en avant et de ses élargissements précipités. Nous additionnons les déficits excessifs, le blocage de la relance, et les effets négatifs d'une monnaie politique et surévaluée, sans convergence économique, sociale et fiscale. Et nous allons payer chèrement la grande faute de tous nos mandarins européens, celle d'avoir refusé de mettre en œuvre le deuxième volet du pacte de stabilité de Maestricht qui aurait dû être également un pacte de croissance, et pas seulement de stabilité.

La Flandre rêve plus que jamais d'une «économie à l'allemande» ainsi que l'a encore rappelé récemment M. De Wever. Elle finira par tirer les conclusions de l'impuissance belge, dont les coupables sont déjà désignés : «les assistés wallons». Ainsi s'accélèrera le processus de dislocation de l'Etat, irréversible et inéluctable.

## **La Wallonie doit maîtriser son destin**

La classe politique francophone officielle, tous partis confondus, a montré sa pusillanimité et son impréparation en face du désordre politique. Elle marche à reculons et de côté, à l'instar du crabe. C'est inquiétant pour l'avenir. On doute de sa capacité d'affronter et d'assumer par elle-même la transition vers l'après-Belgique. Elle risque d'y être forcée par les circonstances, ou par la volonté de la Flandre. Craignons l'improvisation qui souvent préside aux fins de régime !

Or, notre Wallonie, tout comme Bruxelles, ne peuvent s'offrir le luxe de perdre le contrôle de leur destin, un destin que les partis de pouvoir se refusent d'anticiper.

La dignité, la sagesse, nos intérêts, tout nous commande pourtant d'empêcher ce scénario du pire, qui nous menace si nos élites continuent à regarder l'avenir dans un rétroviseur belge. Les Bruxellois, tout particulièrement, doivent le savoir. Il est urgent pour eux de comprendre cette vérité : on ne peut pas défendre simultanément Bruxelles et la Belgique. La nostalgie d'une Belgique où la Flandre comptait peu n'a plus de sens; elle ne peut conduire les Bruxellois qu'à l'enfermement, à l'isolement, voire à la perte de l'alliance wallonne.

La Wallonie aussi doit prendre conscience qu'une majorité de Flamands la tiennent pour un boulet; et que la Belgique – n'ayant plus de projet pour la Wallonie – ne peut plus être le seul horizon indépassable.

Notre devoir est de refuser de nous laisser exclure de l'Histoire. Reprenons notre avenir en mains comme peuple, partie prenante du peuple français.

Le R.W.F., dans la clarté, a choisi de vivre difficilement pour porter un message ambitieux. Naturellement, notre projet dérange les puissants du jour et nos militants, qui se tiennent debout, en paient parfois le prix.

Qu'ils se rassurent : les événements, qui nous ont toujours donné raison, confirmeront bientôt la justesse de notre vision, autant que la nécessité de notre combat.

Fidèles au poste, nous sommes plus déterminés que jamais !

## Un pari hasardeux : un redressement wallon dans les 10 ans à venir...

Article de notre coprésident Laurent Brogniet



Pour justifier la fin programmée de la solidarité financière flamande, le gouvernement Di Rupo annonce, avec la bénédiction empressée de M. Demotte, que la Wallonie aura atteint la maturité économique dans les 10 années qui suivront.

Noble ambition, mais pari audacieux et hasardeux ! Une fois de plus, la méthode Coué vient au secours d'un gouvernement qui dit n'importe quoi.

En effet, rien n'indique aujourd'hui que la structure économique wallonne évoluera mieux et plus vite pendant les prochaines décennies que pendant les trente dernières années.

Le chômage réel wallon reste arrimé autour des 20% de la population potentiellement active et le taux de pauvreté, à 17%, est l'un des plus élevés d'Europe occidentale.

Quant au Produit intérieur régional – selon les très officielles statistiques Eurostat de la Commission européenne – il est en Wallonie à un niveau très inférieur à celui de la moyenne européenne égale à 100 points : il n'atteint que 84 points, avec un écart de 31 points par rapport à celui de la Flandre (à 115 !).

La province de Hainaut, pourtant arrosée par le pactole des subventions communautaires, stagne dramatiquement à 76 points, soit au niveau des régions pauvres du sud de l'Italie.

A noter que le Nord-Pas-de-Calais (87 points), la Bretagne (93) et même la Corse (83) sont classés nettement au-dessus du Hainaut.

A quoi rime dès lors le discours trompeur et mensonger de M. Di Rupo qui glorifie sans cesse «notre Belgique, Pays de Cocagne» ? Le probable dernier Premier ministre belge ne devrait-il pas mettre une sourdine à son vieux disque rayé ? Non, M. Di Rupo, vous n'avez plus le droit de claironner : «Sans le PS, ce serait pire !» Le pire est déjà là et vous avez maintenu la Wallonie en situation de lanterne rouge par rapport à toutes les régions voisines.



La vérité, c'est que la Wallonie, malgré des progrès locaux ou sectoriels enregistrés çà et là, demeure soumise à des handicaps structurels lourds : faiblesse du secteur industriel, absence d'un véritable pôle de développement endogène, proportion élevée d'emplois publics et/ou subventionnés, taux d'activité notoirement insuffisant dans la tranche d'âge des plus de 50 ans... Il y a là autant de lacunes graves, auxquelles s'ajoutent les dysfonctionnements engendrés par la politisation forcenée de l'administration régionale et des instruments d'animation économique qui quadrille le territoire wallon.

Les retards accumulés pendant les années de vaches grasses – c'est-à-dire de bonne conjoncture – ne sont pas résorbés, au contraire. Dorénavant, la basse conjoncture internationale et les désordres européens rendront encore plus périlleuse et plus aléatoire une éventuelle marche en avant de l'économie wallonne.

L'austérité que M. Di Rupo tentera d'imposer à M. Demotte et à son gouvernement wallon n'améliorera pas le climat des affaires et ne favorisera ni la relance de la confiance des opérateurs ni celle des consommateurs.

Les nécessaires évolutions structurelles de l'économie wallonne ne se produiront dès lors qu'à un rythme beaucoup trop lent pour devancer l'impatience flamande. Plus qu'ailleurs, l'austérité conduira à la stagnation, voire à la récession en Wallonie. Dans le même temps, la crise augmentera puissamment la tentation autonomiste flamande.

Décidément, l'institutionnel et l'économique sont étroitement liés.

Les Wallons et les Bruxellois feraient bien de s'en aviser : plus que jamais, il apparaît que le couple Wallonie-Bruxelles n'est pas viable économiquement et le sera encore moins dans les années à venir.

Il est donc urgent de nous préparer à regarder vers la France, qui sera la formule positive pour assurer un avenir et garantir la sécurité aux nouvelles générations.



## Liliane Dehaybe : une amie s'en est allée



C'est avec une profonde émotion que le R.W.F. a appris la disparition de Liliane Dehaybe. Nous tenons à saluer ici le dynamisme inlassable dont elle a fait preuve au sein du parti qu'elle avait rejoint dès les premières heures.

C'est suite à son état de santé qu'elle avait récemment dû renoncer à la fonction de vice-présidente, une charge remplie avec une loyauté indéfectible durant plusieurs années.

Paul-Henry Gendebien et Laurent Brogniet, au nom de l'ensemble des membres du parti, ont présenté leurs plus sincères condoléances à la famille et aux nombreux amis de Liliane Dehaybe.

Une délégation officielle du R.W.F. était présente à ses funérailles. Paul-Henry Gendebien lui a rendu un vibrant hommage.

*L'intervention complète est en ligne sur le site [wallonie-france.org](http://wallonie-france.org)*

## Michel Russo : le nouveau responsable du Brabant wallon



Habitant Mont-Saint-Guibert, membre du RWF depuis 2009 mais sympathisant de la cause rattachiste depuis de nombreuses années, Michel Russo, 54 ans, a repris la présidence de la section du Brabant Wallon au début du 4ème trimestre 2011.

Michel est marié, père de six enfants et grand-père de deux petites-filles. Ce diplômé de gestion de l'UCL travaille depuis 31 ans dans une entreprise multinationale de l'industrie de pétrochimie, dans laquelle il a occupé de nombreuses fonctions principalement de direction commerciale. Il compte bien mettre à profit ses qualités d'organisation ainsi que son sens aigu des contacts humains pour renforcer, avec l'aide d'une équipe redynamisée et d'une approche plus structurée, nos positions sur sa province. Nous lui souhaitons beaucoup de succès dans cette action, ainsi que lors des prochaines échéances électorales.

## Discours de Constantin Rodenbach au Congrès de 1830

*Ce texte qui cite les exactions du régime des Pays-Bas reste d'une étonnante actualité. Remplacer «Hollande» et «Hollandais» par «Flandre» et «Flamands», «peuple belge» et «Belgique» par «Francophones de Belgique ou «Wallons». Constantin Rodenbach (1796-1846), comme Alexandre Gendebien, est l'un des principaux révolutionnaires belges de 1830. Tous deux députés au Congrès national, leurs regards étaient nettement tournés vers la France.*



«Les consciences violées; l'enseignement enchaîné; la presse condamnée à n'être plus que l'instrument du pouvoir, ou forcée au silence; la substitution arbitraire du régime des arrêtés au système légal établi par le pacte social; le droit de pétition méconnu; la confusion de tous les pouvoirs devenus le domaine d'un seul; l'imposition despotique d'un langage privilégié (ndr : le néerlandais); l'immovibilité des juges, abaissés au rôle de commissaires du pouvoir; l'absence complète de la garantie de la publicité et de celle du jury; une dette et des dépenses énormes [...]; des impôts accablants par leur hauteur et plus encore par leur répartition, toute impopulaire, toute au détriment des classes indigentes; des lois toujours votées par les Hollandais pour la Hollande seulement et toujours contre la Belgique, si inégalement représentée aux Etats généraux; le siège de tous les grands corps constitués et de tous les établissements importants fixé dans cette même Hollande; la scandaleuse distraction des fonds spécialement destinés à favoriser l'industrie; et enfin la plus révoltante partialité dans la distribution des emplois civils et militaires par un gouvernement aux yeux duquel la qualité de Belge était un titre de réprobation; en un mot, la Belgique entière traitée comme une province conquise, comme une colonie».

Et de conclure : «Tant d'injustices, tant de vexations lassèrent enfin la patience du peuple Belge. [...] Préparons nous-mêmes les matériaux pour l'histoire de notre temps, au lieu d'en laisser le soin à des voisins ignorant les lieux et les usages de notre pays, et jaloux de tout ce qu'ils pourraient conclure à notre avantage.»

# Rudy Demotte obsédé par l'image et la Com

Article de notre Vice-Président Philippe Lenaerts



Le gouvernement wallon a commandé une étude consacrée aux points forts et aux points faibles de la Wallonie. Il est à remarquer que, par exemple, uniquement la RTBF, télévision de type soviétique s'il en est, ou la FGTB ont été consultées, à l'exclusion d'autres médias ou syndicats. Ce qui en dit long sur l'objectivité de l'enquête téléguidée par l'Élysette.

Toujours est-il qu'il en ressort, entre autres, que la visibilité de notre Région est quasi nulle. La dispersion des différents niveaux de pouvoir et **l'absence d'un sentiment d'appartenance wallon** en sont les causes.

De plus, le Wallon a une idée très négative de la stabilité politique, de son administration publique et du climat social qui prévaut aujourd'hui. Comme remède, le Ministre président Rudy Demotte préconise, comme à sa triste habitude, de faire de la Com et encore de la Com. Une seconde étude a donc été commandée pour améliorer l'image de la Wallonie...

Notre numéro 1 obsédé par l'image pourrait peut-être nous expliquer la raison pour laquelle la course de Formule 1 de Francorchamps s'appelle Grand Prix de Belgique au lieu de Grand Prix de Wallonie, alors que l'Etat fédéral ne subsidie en rien la manifestation sportive !

Un problème d'image, sans doute.

Actuellement, la conclusion principale du premier rapport consiste à dire que le point fort de la Wallonie, c'est son «ouverture au monde».

M. Demotte, ne pensez-vous pas qu'une Wallonie intégrée à la France favoriserait davantage cette «ouverture»? Elle lui permettrait en outre de bénéficier du prestigieux label «Made in France». Sans compter la participation directe et sans réserve de son économie au puissant marché intérieur de la République.

Et pourquoi donc les produits wallons de France ne seraient-ils pas aussi visibles que les produits bretons ou alsaciens de France ?

## L'herbe est souvent plus verte en France

Certaines bonnes âmes nous reprochent, bien à tort, de dresser un tableau idyllique de la France. Avec nos modestes moyens, nous essayons simplement de dire que la France ne se limite pas aux frasques d'un DSK, mais qu'il y a aussi une France qui attire et gagne.

Un exemple : des professionnels belges de première ligne ont tiré la sonnette d'alarme : mener des projets immobiliers ambitieux en Belgique relève de la gageure. En cause ? La versatilité des pouvoirs publics et un cadre législatif impraticable (sic). Ajoutez à cela «les querelles régionalistes, électoralistes, les nominations politiques ou les malversations notoires, comme celles qui sclérosent depuis des années le fonctionnement de la Régie des Bâtiments, le bras immobilier de l'Etat».

Thierry Behiels (CEO de CODIC) a désormais tourné la page belge pour «mener avec succès plusieurs projets d'envergure dans tous les coins de France». Selon lui, «en France, le promoteur est considéré comme un partenaire et un entrepreneur. C'est plus clair, plus transparent, plus facile. Et donc, plus profitable pour tout le monde.»

Même son de cloche du côté de Wilhelm & Co, qui a sondé le marché français et les autres, lassé d'attendre que ses projets belges aboutissent :

*«Il nous a fallu 15 ans pour atteindre la construction de l'Esplanade à Louvain-la-Neuve. En France, on nous accueille et on nous écoute. Les marchés auxquels nous répondons, basés sur de vrais concours transparents, permettent d'anticiper clairement les délais et les dépenses. Résultat : en trois ans, on sait de quel bois se chauffer. Les influences politiques existent ailleurs aussi, mais influencent de façon moins dommageable le calendrier».*

Et le Trends de préciser : «L'hémorragie ne se résume pas au marché du développement; des sicafi comme Montea (semi-industriel), Ascencio (commercial), Aedifica ou Cofinimmo (seniorities) vont chercher dans l'Hexagone ce que la Belgique n'est plus en mesure de leur fournir, tant le marché est au point mort».

Source : Trends, 14 décembre 2011

Note : un sondage récent estime que 7 entreprises sur 10 envisagent de quitter Bruxelles, pour des questions de mobilité et autres non avouables !

## La Wallonie est mal gérée...

*Billet d'humeur de Robert Dachez, membre du R.W.F. (Tournai-Ath-Mouscron)*

L'IRES-UCL s'est penché dans son dernier numéro de *Regards économiques* sur les performances de l'État-Providence. Si, comme il fallait s'y attendre, la Flandre est en tête de peloton, la Wallonie est quasi dernière. Bien plus, sa situation stagnerait alors que celle de son voisin du Nord s'améliorerait. La Wallonie n'est donc plus, et depuis des lustres, le pays «*qui se relève lentement mais sûrement*» et que MM. Di Rupo et Demotte continuent à nous vendre comme des charlatans expérimentés.

Et si la Wallonie, avec ses baronnies, ses confusions de pouvoirs, ses innombrables intercommunales et sociétés de logement (il existe en Wallonie 68 sociétés de logement, 1120 administrateurs pour seulement 2070 emplois à plein temps !), était tout simplement mal gérée, en dépit d'un potentiel géostratégique exceptionnel, au croisement du Benelux, de l'Allemagne et de la France.

Quant à la France, malgré la richesse de la Flandre qui dope le score belge, elle fait figure honorable.

Par exemple, le taux de pauvreté est inférieur à celui de la Belgique et l'espérance de vie à la naissance la plus élevée.

C'est aussi le pays de l'Union européenne qui dépense le plus pour les matières sociales.

Mais on se doute qu'évoquer la saga Bettencourt à longueur de journée est sans doute plus intéressant pour nos observateurs politiques de l'Hexagone. Heureusement, un nombre croissant de Wallons se tournent vers les médias français...



*Alain Mathot et Michel Daerden*

## Le droit à la sécurité fait partie des Droits de l'Homme !

La gauche a trop souvent laissé la thématique de la sécurité publique aux partis étiquetés à droite. Erreur fondamentale dans la mesure où les actes d'incivilité et la petite délinquance touchent au quotidien la population qui n'a pas les moyens de s'offrir une résidence avec des systèmes de protection du dernier cri. Plusieurs affaires nous ont montré que l'Etat belge est devenu une **plaque tournante de trafics en tous genres** : traite des êtres humains, commerce de drogues dures, objets d'art volés, voitures maquillées, armes de tous calibres en vente «libre», etc.

Trois faits récents ont mis en évidence le profond laxisme de l'Etat belge en matière de sécurité des personnes qui est un droit inaliénable depuis la Révolution française.

En premier et de loin le plus dramatique : **la tuerie à Liège** qui aurait parfaitement pu être évitée dans un pays digne de ce nom. En effet, il n'y a eu aucun suivi toxicologique de Nordine Amrani. Il aurait dû au minimum être tenu à l'œil par la police vu sa passion pour les armes. Enfin, il se confirme qu'il parlait bien l'arabe, qu'il fréquentait une mosquée wahabite et qu'il était connu comme un des caïds du milieu liégeois (*source : P-Magazine*). Dès lors, les propos lénifiants de Joëlle Milquet étaient pour le moins «empressés». Mais l'homme se serait suicidé et l'action publique est donc éteinte.

Pour suivre, **l'incendie d'origine criminelle du Palais de Justice**. Cela fait des années que tout le monde le dénonce : cette place symbolique est un véritable gruyère. N'importe qui peut s'y balader sans la moindre intervention. La presse nous dira-t-elle quels dossiers sensibles ont brûlé ?

Enfin, cerise sur le gâteau périmé, suite à la promulgation de la **Loi Salduz** qui impose la présence d'un avocat à chaque interpellation, le Parquet général de Bruxelles a établi une liste d'infractions (souvent très graves) qui ne justifient plus une détention préventive immédiate ! Joëlle Milquet, Ministre de l'Intérieur, prépare une série de mesures qui ressemblent à autant de vœux pieux. Contrairement à la France, le R.W.F. est persuadé qu'elles ne seront pas accompagnées des moyens humains et budgétaires pour leur mise en œuvre effective sur le terrain.

Si elle a un jour lieu...

## Le R.W.F. en actions et dans les médias



Le **23 mai 2011**, notre coprésident Laurent Brogniet a tenu à protester par sa présence et au nom du R.W.F. contre le **projet d'amnistie** que les partis flamands ont ouvert à discussion au Parlement. Plusieurs responsables du parti participaient également à la manifestation qui s'est déroulée au siège du Ministre de la Justice à Bruxelles.

Le dimanche **27 juin 2011 à Crainhem**, plusieurs dirigeants du R.W.F., dont notre coprésident Laurent Brogniet, ont manifesté leur solidarité avec le FDF et les francophones de la périphérie dont les droits sont sans cesse remis en cause. Et bientôt réduits à une peau de chagrin.

Plusieurs mandataires du FDF et du MR sont venus spontanément saluer Laurent Brogniet tout en le remerciant de la présence du R.W.F. à cette démonstration citoyenne encerclée par des hordes de flaminguants braillards.

Il faut concéder que ce n'est pas la trahison de Di Rupo et consorts qui arrêtera le rouleau compresseur flamand.





## Pour la langue française à Paris le 18 juin 2011

Près de cent militants du R.W.F. étaient présents à Paris le 18 juin 2011 à une manifestation pour la défense de la langue française à laquelle participaient plus de 30 associations démocratiques. On y a remarqué la présence de Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, qui a pris la parole, ainsi que des députés français et notre coprésident Paul-Henry Gendebien (photo : en conversation conviviale avec Jean-Pierre Chevènement).



## Actions à Namur le 17 septembre 2011



Ce samedi **17 septembre 2011**, quelque deux cents membres et sympathisants du R.W.F. ont rappelé à nos élus, à l'occasion de l'ouverture officielle des **Fêtes de Wallonie**, leur devoir de dignité et de résistance face aux exigences démesurées de la Flandre du genre : «*Ce qui est à moi reste à*

*moi, ce qui est à toi est négociable*».

Notre appel a été remis aux personnalités présentes.

A cette occasion, la section de Namur a distribué 40 000 tracts qui se voulaient avant tout ludiques.

## Buzz sur Twizz

Enfin, Laurent Brogniet a donné une excellente interview à **Twizz Radio** le **27 septembre** dernier. Il y a même créé un buzz en suggérant à la nouvelle Fédération Wallonie-Bruxelles (ex-Communauté française) de prendre comme nouveau logo « un mouton de Panurge ». Il est également passé à **TV-COM** (RTBF Brabant wallon). Quant à Paul-Henry Gendebien, le journaliste Eric Brunet l'a interviewé pendant une heure pour le compte de **RMC**. Sans oublier notre **site rafrâichi** et Laurent Brogniet qui se fait connaître sur **Twitter**...



Dans la presse francophone, hormis un long entretien avec David Coppi (*Le Soir*), c'est plutôt le désert ou le black-out... Leur fait-on tellement peur ?

## Il n'y a plus d'opposition francophone !

Heureusement qu'il y a la N-VA et le Vlaams Belang pour contrôler et critiquer le gouvernement Di Rupo. Pourquoi ? Parce que du côté francophone, c'est le désert.

Tous les autres partis du régime et du système belges (PS, MR, CDH, ECOLO) participent au moins à un niveau de pouvoir important, qu'il soit fédéral ou régional. Quant aux médias, complètement cadennassés, ils ressemblent désormais à un long «good news show». La présidence ECOLO du Conseil d'administration de la RTBF n'y a rien changé. Savez-vous qu'en 12 ans d'existence du R.W.F., le président n'a jamais été invité en solo, ni à *Matin Première* (RTBF) ni chez Pascal Vrebos (*L'invité*) ? Un déni particulièrement révélateur ! Bien plus, la France est présentée comme un long fait divers par la RTBF. Il est vrai que la fin de la Belgique signifiera de facto la disparition de la chaîne d'Etat.



Aujourd'hui, pour feindre de donner la parole à l'opposition, la RTBF met en avant le PTB+, un parti belge d'extrême gauche qui appuie de nombreux régimes totalitaires. En février 2011, il s'est même permis d'envoyer un message de soutien à la Corée du Nord ! Passons rapidement sur l'extrême droite belge francophone qui est la plus bête d'Europe. Et c'est tant mieux.

Il y bien le FDF. Mais force est de constater qu'il n'a presque jamais rien obtenu pour les francophones. De 1999 à 2010, il a cautionné, par sa participation au gouvernement, tous les coups bas portés à la Wallonie et à Bruxelles. De plus, il n'a pas empêché la flamandisation croissante des structures de l'Etat belge. Malgré tout le respect que nous devons à des personnalités attachantes comme Olivier Maingain ou Damien Thiery, il faut bien avouer que le FDF demeure un parti monarchiste et belge. Qu'attendre d'un parti dont l'unique obsession est de renforcer Bruxelles pour sauver la Belgique ? Rien.

Après avoir fait le tour de la question, le R.W.F. est bien le seul parti qui propose un changement radical de système : le Plan F. Nous faisons donc peur à un régime aux abois. D'où le black-out dont nous faisons l'objet aujourd'hui, alors que l'actualité confirme nos analyses.

## Le dernier ouvrage du Ministre Jean Charbonnel

***Pour l'honneur du gaullisme, Contre-enquête sur un héritage, Riveneuve éditions, 20 €***

Dans ce livre entretien avec le journaliste de La Croix Laurent de Boissieu, l'ancien maire de Brive-la-Gaillarde dresse ce qu'il appelle une «contre-enquête sur un héritage». Tous les sujets sont menés sans tabou.

On se souviendra qu'il avait pris la parole à notre Congrès de Namur en 2006. Dans son nouvel ouvrage, Jean Charbonnel évoque la Question belge en ces termes :

*«Sans doute, devant l'offensive flamande qui s'accélère tous les jours, peut-on estimer que la réaction de la classe politique wallonne reste d'une extrême mollesse. Faut-il alors, comme le prône une minorité réduite mais ardente, préconiser le rattachement de la Wallonie à la France, en tâchant d'y associer Bruxelles ?*

*Pour sortir de l'impasse actuelle, une telle solution n'est pas à exclure, d'autant qu'il semble qu'une majorité de l'opinion publique française, après avoir été réticente, l'accepterait aujourd'hui.»*



Le dernier livre de Paul-Henry Gendebien, *La raison et le cœur. Oui à la France* (Ed. Mols, 2011) est toujours disponible en librairie.

Si vous ne le trouvez pas, signalez-le-nous au 0486/54 81 93.

## Les brèves de Joël Goffin

- Le vice-Premier ministre Steven Vanackere, et son collègue Vande Lanotte, n'ont pas du tout apprécié le fait de devoir s'excuser au nom du gouvernement lors du couac de l'augmentation des salaires de nos excellences et de la dotation royale. C'est la dernière fois qu'ils interviendront pour «réparer les bourdes des francophones». Il est vrai que Chastel et Di Rupo étaient aux abonnés absents le dimanche 8 janvier 2011.
- Le 12 janvier, le franc belge de Béatrice Delvaux, éditorialiste du Soir, est enfin tombé. Elle a compris que la Belgique était condamnée par une Flandre en marche vers son indépendance. Elle ressort le Plan B, la Wallonie à la sauce PS et sans la Flandre. C'est sans doute pour cette raison que l'alternative la plus réaliste, le Plan F pour France, n'est quasi plus évoquée dans ce quotidien bruxellois.



- L'Administration du Parlement flamand a fêté le Nouvel An aux... Pays-Bas. Pour quand une fête de leurs «collègues» du Parlement wallon à Lille ? D'autant que Rudy Demotte s'y rend de façon régulière...
- La N-VA caracole en tête des sondages, ainsi que le charismatique Bart De Wever. Ce parti compte désormais 25 000 membres. Des personnalités continuent à le rejoindre, comme le journaliste de VTM Pol Van den Driessche ou l'échevin VLD d'Anvers, Ludo Van Campenhout. Et dire que c'est loin d'être fini d'ici les élections communales !
- Elio Di Rupo, dans son immense besoin de montrer son allégeance à la Flandre, s'est cru obligé d'entamer en néerlandais devant un public liégeois (sic) son discours d'hommage aux victimes de la tragédie de la Place Saint-Lambert. Cet homme nuit gravement à la Wallonie.
- À Hoeilaart et Overijse, il est inconfortable de regarder la télévision française passé 17h. Dans ces communes flamandes en périphérie

bruxelloise, France 3 est brouillée pour «ennuyer» les francophones. A Grimbergen, la bourgmestre avait espéré pouvoir inciter à la délation : elle encourageait ses concitoyens flamands à pointer du doigt les commerces où l'on osait accueillir les francophones dans leur langue. Sous la pression, Grimbergen a dû battre en retraite. Et dire que certains prétendent que la périphérie bruxelloise est désormais pacifiée par la grâce de la scission calamiteuse de BHV. Remplaçons la Grimbergen par une excellente bière d'abbaye wallonne !

- Pour ceux qui feignent de croire que les Flamands nous respectent mieux que les «méchants» Français, il convient de constater que le Comité de Direction de Dexia Banque Belgique dirigé par Alfred Bouckart devrait se composer de 8 Flamands sur 9 !



- C'est le *Laatste Nieuws* du 30 novembre 2011 qui l'a annoncé en manchette : «*La Flandre et les Pays-Bas préparent un avenir commun.*» En effet, le Ministre président flamand Kris Peeters a dévoilé le nouveau plan de développement de

sa riche région qu'il représente aux quatre coins du monde en prenant la posture de chef d'Etat.

Ainsi, la Flandre va intensifier ses relations avec les Pays-Bas en mettant en avant une marque qu'elle juge forte et porteuse : «*De Lage Landen* » (littéralement «les Pays-Bas» au sens extensible du terme). C'est ce qu'ont décidé M. Peeters et son quasi homologue néerlandais, M. Mark Rutte, à Bornem, ville orangiste par excellence par son lien avec le bras droit de Guillaume d'Orange, Philippe Marnix de Sainte-Aldegonde.

Rudy Demotte va-t-il enfin discuter de l'avenir de la Wallonie avec son «homologue» Nicolas Sarkozy ?

Une nouvelle émission de télé-réalité consacrée à chanson a vu le jour à la RTBF : elle s'intitule... *The Voice Belgique*. Parallèlement, la version flamande de VTM s'appelle *The Voice van Vlaanderen*. Cherchez l'erreur.



- Le quatrième opérateur français vient de lancer une offre plus qu'avantageuse afin de piquer des clients à SFR, Orange et Bouygues.

Par rapport à la Belgique, le fossé avec les prix qui sont pratiqués en France devient gigantesque.

La nouvelle proposition de forfait de Free fait en sorte qu'elle est... 5 fois moins chère que le forfait de Belgacom/Proximus ! En cause, la position dominante de Belgacom, qui fait tout pour décourager la concurrence, avec la bénédiction de l'Etat belge

qui s'assure ainsi une rente plantureuse. La Belgique serait-elle parfois «un Etat voyou» ? Et ce ne sont pas les mesures antisociales du gouvernement Di Rupo, qui touchent essentiellement les travailleurs et la classe moyenne, qui vont améliorer notre quotidien. Les avantages belges, par rapport à la France se réduisent comme un glaçon dans un verre d'eau. Deux exemples : la taxation des voitures de société et la suppression injuste de quasi toutes les «primes vertes». Ajoutons que l'électricité et le gaz sont moins chers chez nos voisins, tout comme le panier de la ménagère (12% d'écart avec la Belgique). Et que les petits et moyens revenus (la majorité !) y sont nettement moins imposés. Même le sacro-saint «prix de l'essence» devient équivalent dans les deux pays. C'est dire !

- La vente d'armes aux quatre coins du monde ne constitue pas l'activité commerciale la plus honorable en soi. Toujours est-il qu'une députée VLD a proposé que la Fabrique Nationale de Liège soit placée sous tutelle gouvernementale alors que cette matière est régionalisée depuis longtemps. La Flandre feint d'oublier que ses propres sociétés spécialisées fournissent des composants de haute technologie pour du matériel militaire à des régimes peu avouables. Une fois de plus, cette affaire démontre que la Flandre n'a pas abandonné tout espoir de mettre la Wallonie sous protectorat dans le cadre d'une Belgique confédérale largement flamandisée. En appliquant son vieil adage : ce qui est à la Flandre restera pour l'éternité à la Flandre, ce qui est à la Wallonie pourrait demain m'appartenir.

## Elio 1<sup>er</sup> le Parvenu

Elio Di Rupo, Président du PS depuis des lustres, a ruiné la Wallonie par une gestion complètement ringarde tout en fermant les yeux sur les pratiques politico-mafieuses et honteuses qui régnaient et continuent de régner au sein de son parti.



Il massacre le néerlandais, la langue de la majorité du pays, et parle à peine l'anglais, la langue des grands sommets internationaux.

Mais l'arrogant se fait fort d'établir, avec la compromission supposée des trois petits partis flamands de sa coalition (CD&V, SP-a, VLD), un cordon sanitaire autour de la N-VA.

La N-VA et le Vlaams Belang punis à la cave, cela ferait près de 50% de la Flandre qui serait frappée d'interdiction sur une simple injonction d'un «socialiste» wallon. En échange, le vaniteux Elio promet de concéder à la Flandre ultralibérale tout ce qu'elle désire (et qu'elle n'osait pas demander).

Tout en dépeçant la Wallonie et Bruxelles.

Cerise sur le gâteau périmé, le parvenu par excellence annonce sans rire et sans gêne qu'il sera candidat Premier ministre en 2014. Dans la foulée, il allongera la législature d'une année, ce qui, dans sa vision idyllique, devrait lui permettre de se pavaner à la RTBF jusque'en 2019.

L'amère réalité risque de le rattraper bien plus tôt qu'il ne le pense...

## Invitation au 11<sup>ème</sup> Congrès du R.W.F.



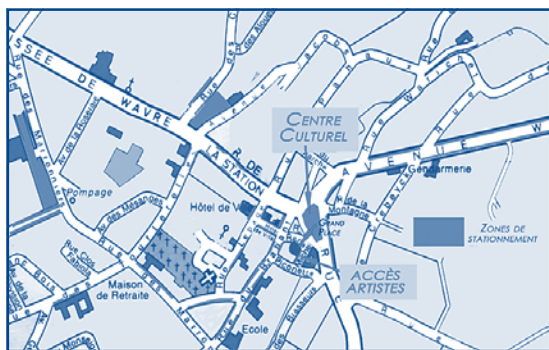
Nous vous invitons à participer au

### XI<sup>ème</sup> Congrès du R.W.F.

qui se tiendra le **samedi 17 mars 2012** de 14h à 16h en la **salle du Centre Culturel de Perwez « Le Foyer »**

Au programme :

- 14h : Début des votes pour l'élection statutaire d'une nouvelle équipe dirigeante. **Pour voter, merci de vous munir de la présente invitation et de votre carte de membre 2011 (paiement au plus tard le 31 décembre 2011) ou de la preuve de paiement.** Les candidatures proposées par le Bureau Exécutif seront annoncées à la mi-février et publiées sur notre site.
- 14h30 : Interventions diverses.
- 15h15 : Discours de Laurent Brogniet et de Paul-Henry Gendebien. Réaffirmation de notre programme. Perspectives politiques à l'approche des élections d'octobre 2012.
- 16h : Clôture du Congrès, Chant des Wallons et Marseillaise. Verre de l'amitié.



#### Lieu du Congrès :

Au Centre culturel de Perwez, Grand-Place 32, à Perwez (Brabant wallon). Un fléchage est prévu. Perwez est situé à une dizaine de kilomètres de l'échangeur de Daussoulx, (E411 Bruxelles-Arlon et sortie 11 - A15/E42 Liège-Charleroi).